



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R32-2020-255 ter**

**Publié le 24 juillet 2020**

## **SOMMAIRE**

### **DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE**

Décision portant délégation de signature de Madame Brigitte KARSENTI

### **SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES – PRÉFECTURE DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE**

Arrêté préfectoral prorogeant la composition du comité consultatif de la réserve naturelle nationale de la dune Marchand.

### **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS-DE-FRANCE**

Délégation spéciale de signature, consentie par le Président de la CCI de région Hauts-de-France, à Anne LETOCART, Secrétaire Générale des Ports de Lille, à l'effet de signer l'ensemble des décisions, actes et conventions, relatifs aux concessions des Ports de Lille pour la période du 27/07/2020 au 31/07/2020 inclus

## **DECISION DIRECCTE HAUTS DE FRANCE 2020-T- UR- 03 bis**

---

**Portant délégation de signature de Madame Brigitte KARSENTI, Directrice régionale adjointe chargée des fonctions de responsable du pôle « politique du travail » de la DIRECCTE HAUTS DE FRANCE, dans le cadre de compétences propres du DIRECCTE déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail et du code rural et de la pêche maritime**

---

La Directrice régionale adjointe des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts-de-France ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R.8122-1 et 2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 janvier 2016 portant nomination de Madame Brigitte KARSENTI sur l'emploi de directrice régionale adjointe des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nord - Pas-de-Calais - Picardie, chargée des fonctions de responsable du pôle « politique du travail » ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 juin 2020 portant nomination de Monsieur Patrick OLIVIER sur l'emploi de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts-de-France

Vu la décision DIRECCTE HAUTS DE FRANCE 2020-T-UR-03 du 05 juillet 2020 portant délégation de signature de Monsieur Patrick OLIVIER, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts-de-France, dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail et du code rural et de la pêche maritime à Madame Brigitte KARSENTI, Directrice régionale adjointe chargée des fonctions de responsable du pôle « politique du travail ».

DECIDE:

**Article 1<sup>er</sup>** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Brigitte KARSENTI, Directrice régionale adjointe chargée des fonctions de responsable du pôle « politique du travail », subdélégation permanente de signature est donnée à l'effet de signer au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi des Hauts-de-France, toutes les décisions mentionnées dans les annexes 1, 2 et 3, dans le ressort territorial de la région Hauts-de-France et dans la limite de leurs attributions à :

- Monsieur Nicolas DELEMOTTE ;
- Monsieur Philippe SUCHODOLSKI ;

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Brigitte KARSENTI, subdélégation permanente de signature est donnée dans son domaine d'attribution à :

- Madame Cécile DELEMOTTE.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DELEMOTTE subdélégation de signature est donnée dans son domaine d'attribution à :

- Monsieur Bruno ARCELIN.

**Article 4** : La Directrice régionale adjointe des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts-de-France et les délégataires désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région des Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 22 juillet 2020

La Directrice régionale adjointe,  
Chef du pôle Travail



Brigitte KARSENTI

### Annexe 1

| Décisions et actes administratifs issus du code du travail ou du code rural et de la pêche maritime   | Articles législatifs                | Articles réglementaires                            |
|---|-------------------------------------|--|
| <b>Ruptures conventionnelles</b><br>Homologation et refus d'homologation de la rupture conventionnelle du contrat de travail  | L. 1237-14                          | R. 1237-3  |
| <b>Groupements d'employeurs</b><br>Opposition à l'exercice de l'activité du groupement d'entreprise   | L. 1253-17                          | D. 1253-4<br>D. 1253-7 à<br>D.1253-11              |
| Demande d'agrément du groupement d'employeurs   |                                     | R. 1253-19   |
| Demande de changement de convention collective par l'autorité administrative  |                                     | R. 1253-26   |
| Cas de mise fin à l'agrément par l'autorité administrative  |                                     | R. 1253-27   |
| <b>Négociation collective</b><br>Enregistrement des conventions et accords collectifs de travail, des procès-verbaux de désaccord et des plans d'action du code du travail et du code de la sécurité sociale  |                                     | D. 2231-2 à<br>D. 2231-8<br>R. 2231-9<br>R. 4163-4 |
| Enregistrement des accords d'intéressement et de participation et des plans d'épargne d'entreprise du code du travail   | L. 3313-3<br>L. 3323-4<br>L. 3332-9 | D. 3313-4<br>D. 3323-7<br>R. 3332-6                |
| <b>Institutions représentatives du personnel</b>  |                                     |  |
| Autorisation de suppression du mandat de délégué syndical   | L. 2143.11                          | R. 2143-6  |
| Répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel et la répartition du personnel dans les collèges électoraux,<br>Comité social et économique<br>Comité social et économique central   | L2314-13<br><br>L2316-8             | R2314-3<br><br>R2316-2                             |
| Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts en cas de litige portant sur la décision de l'employeur pour la mise en place du comité social et économique,<br>Au niveau de l'entreprise<br>Au niveau de l'unité économique et sociale | L2313-5<br><br>L2313-8              | R2313-1 et<br>R2313-2<br>R2313-4 et<br>R2313-5     |
| Répartition des sièges au comité de groupe  | L. 2333-4                           | R. 2332-1  |
| <b>Mesure de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés</b>  |                                     |  |
| Recours en modification de la liste électorale  | L 2122-10-1 à<br>L. 2122-10-11      | R. 2122-8 à R.<br>2122-26                          |

|  |                           |                         |
|--|---------------------------|-------------------------|
| <b>Durée du travail</b>  |                           |                         |
| Dérogations à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail du code du travail,<br>et du code rural et de la pêche maritime  |                           | R. 3121-10<br>R. 713-11 |
| Décisions individuelles de dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail  |                           | R. 3121-16              |
| Dérogations à la durée maximale moyenne du travail concernant une entreprise relevant d'un même type d'activités sur le plan régional ou local dans le domaine agricole du code rural et de la pêche maritime                          |                           | R. 713-11<br>R. 713-12  |
| <b>Hygiène Sécurité</b>  |                           |                         |
| Dérogations à l'interdiction de recours au contrat à durée déterminée ou au contrat de travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux   | L. 1251-10<br>L. 4154-1   | D. 4164-3<br>D4154-1    |
| Dispenses aux obligations relatives à l'accessibilité et à l'aménagement des postes de travail des travailleurs handicapés   |                           | R. 4214-28              |
| Dérogations exceptionnelles aux prescriptions techniques applicables avant exécution des travaux : voies et réseaux divers   |                           | R. 4533-6               |
| Mises en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse   | L. 4721-1<br>L. 4721-2    | R. 4721-1               |
| Recours sur une demande d'analyse de produits formulée par l'inspecteur du travail (application de l'article R 4722-10)  |                           | R. 4723-5               |
| Dérogations aux dispositions relatives aux contrôles techniques destinés à vérifier le respect des valeurs limites d'exposition professionnelle aux agents chimiques   |                           | R. 4724-13              |
| <b>Alternance Apprentissage</b>  |                           |                         |
| Suspension du contrat d'apprentissage, reprise et refus de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage, interdiction et fin d'interdiction de recrutement de nouveaux apprentis et jeunes sous contrat d'insertion en alternance | L. 6225-4 à<br>L. 6225-6  |                         |
| Décisions relatives au retrait du bénéfice des exonérations de cotisations liées aux contrats de professionnalisation  |                           | D. 6325-20              |
| <b>Transaction pénale</b>  |                           |                         |
| Etablissement de la proposition de transaction et communication à l'auteur de l'infraction   | L. 8114-4 et<br>L. 8114-5 | R. 8114-3 à 5           |
| Transmission au procureur de la République pour homologation de la proposition de transaction acceptée par l'auteur de l'infraction  | L. 8114-6                 | R. 8114-6<br>alinéa 1   |
| <b>Divers</b>  |                           |                         |
| Composition de la commission de la caisse des congés payés du bâtiment   |                           | D. 3141-35              |
| Demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile   |                           | R. 7413-2               |

| <b>Amendes administratives</b>  |   |  |
|---|---|--|
| Signature des courriers d'information préalable en cas de manquement :  |   |  |
| A la réglementation relative au détachement des travailleurs  | L. 1264-1,<br>L. 1264-2,<br>L. 1263-6 du code<br>du travail | R.8115-1,<br>R.8115-2 et<br>R.8115-5 du code<br>du travail               |
| A la réglementation de la durée du travail, repos et décompte de la<br>durée du travail                           | L. 8115-1 et<br>L. 8115-5 du code<br>du travail             | R 8115-1,<br>R 8115-2<br>R 8115-9 et<br>R 8115-10 du code<br>du travail  |
| Au paiement du smic ou des salaires minima conventionnels   | L. 8115-1 et<br>L. 8115-5 du code<br>du travail             | R 8115-1,<br>R 8115-2,<br>R 8115-9 et<br>R 8115-10 du code<br>du travail |
| Aux conditions d'emploi des mineurs à des travaux interdits ou réglementés  | L. 4753-1 et<br>L. 4753-2 du code<br>du travail             | R.8115-1,<br>R.8115-2,R.8115-9<br>R 8115-10 du code<br>du travail        |
| Aux obligations de repérage de l'amiante avant travaux  | L. 4754-1 du code<br>du travail                             | R.8115-1,<br>R.8115-2,R.8115-9<br>et R 8115-10 du<br>code du travail     |
| Aux règles applicables aux installations sanitaires, d'hébergement et de<br>restauration                          | L. 8115-1 et<br>L. 8115-5 du code<br>du travail             | R 8115-1,R 8115-2<br>R 8115-9 et<br>R 8115-10                            |
| Aux décisions d'arrêts de travaux de l'inspection du travail  | L. 4752-2 du code<br>du travail                             | R.8115-1,<br>R.8115-2,<br>R.8115-9<br>et R 8115-10 du<br>code du travail |
| Aux demandes de vérification, analyse ou mesures  | L.4752-2 du code<br>du travail                              | R.8115-1,<br>R.8115-2,<br>R.8115-9 et<br>R 8115-10 du code<br>du travail |
| A l'obligation de déclaration en vue de la délivrance de la carte<br>d'identification professionnelle dans le BTP | L. 8291-2 du code<br>du travail                             | R. 8115-7,<br>R.8115-2 et<br>R. 8115-8 du code<br>du travail             |
| A la réglementation relative à l'emploi des stagiaires  | L. 124-17 du code<br>de l'éducation                         | R.8115-1,<br>R.8115-2 et<br>R.8115-6 du code<br>du travail               |

## Annexe 2

### **NEGOCIATION COLLECTIVE**

\* Accords en faveur de la prévention de la pénibilité : application de la pénalité mentionnée aux articles L4163-2 et R4163-4 à R4163-8 du code du travail

\* Accords en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : application de la pénalité mentionnée à l'article L. 2242-8 du code du travail – articles R. 2242-5 à R. 2242-11 du code du travail

### **REGLEMENT INTERIEUR**

\* Recours hiérarchique contre décisions de l'inspecteur du travail – R. 1322-1

### **CONFLITS COLLECTIFS**

\* Commission régionale de conciliation : avis au préfet sur la nomination des membres ; proposition au préfet de saisine de la commission – articles R. 2522-14 et R. 2522-6

\* Proposition au préfet de la liste des médiateurs ; proposition de désignation d'un médiateur – articles R. 2523-1 et R. 2523-9

### **DUREE DU TRAVAIL – TRAVAIL DE NUIT – REPOS HEBDOMADAIRE**

\* Recours sur décisions prises par l'inspecteur du travail dans les domaines suivants :

- dérogation à la durée quotidienne maximale du travail - article D. 3121-7

- dérogation à la durée quotidienne maximale du travail en cas de travail de nuit - article R. 3122-4

- affectation à des postes de nuit en l'absence d'accord - article R. 3122-10

- dérogation au repos hebdomadaire (travail en continu et équipes de suppléance) – articles R. 3132-14 du code du travail, R. 714-13 du code rural et de la pêche maritime

- abrogé par le décret n°2017-1554 du 9 novembre 2017 (article 1 II 3°)

- dérogation au repos dominical - article R. 714-7 du code rural et de la pêche maritime

- décision d'imposer un mode de contrôle de la durée du travail – article R. 713-44 du code rural et de la pêche maritime

\* Dérogation à la durée maximale hebdomadaire maximale moyenne du travail concernant un secteur d'activité – article R. 3121-14 du code du travail

\* Suspension de la récupération des heures perdues - article R. 3122-32 du code du travail

### **HYGIENE ET SECURITE**

\* Risques d'incendies et d'explosion et évacuation : dispenses et dispenses partielles – articles R. 4216-32 et R. 4227-55

\* Recours sur décisions de l'inspecteur du travail imposant un CHSCT dans les entreprises de moins de 50 salariés et celles déterminant le nombre de CHSCT dans les entreprises de plus de 500 salariés – articles L4611-4 et L4613-4.

\* Recours sur décisions de l'inspecteur du travail imposant une commission santé, sécurité et conditions de travail dans les entreprises de moins de 300 salariés - article L2315-37 du code du travail

\* Recours sur mises en demeure, demandes de vérification, d'analyses et de mesures de l'inspecteur ou du contrôleur du travail - article L 4723-1

\* Recours sur injonctions de la CARSAT - art. L. 422-4 et R. 422-5 du code de la sécurité sociale

\* Demande de réunion du comité régional de prévention des risques professionnels – article R. 4643-24 du code du travail

\* Travail en milieu hyperbare : délivrance de l'équivalence au certificat d'aptitude à l'hyperbarie – décret n° 90-277 du 28/03/1990 et arrêté du 28 janvier 1991

\* Chantiers de dépollution pyrotechnique : approbation des études de sécurité pyrotechnique - décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié

\* Hébergement des salariés agricoles : recours sur décisions de dérogation de l'inspecteur du travail – articles R. 716-16 et R. 716-25 du code rural et de la pêche

### **SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL**

\* Décisions en matière de mise en place, fonctionnement, agrément des différentes formes de services de santé au travail – articles D. 4622-48 à D. 4622-55, R. 4623-9 du code du travail ; articles D. 717-26-9, D. 717-44 à R.717-49 du code rural et de la pêche maritime

\* Enregistrement des intervenants en prévention des risques professionnels – articles D. 4644-6 à D. 4644-11 du code du travail ;

\* Décisions relatives aux médecins du travail – articles R. 4623-9, R. 4625-6



**AUTRES**

Actes relatifs aux contentieux devant les tribunaux administratifs, dans les litiges relatifs aux décisions fondées sur les dispositions législatives et réglementaires du code du travail, dans les domaines relevant de l'inspection de la législation du travail – décret n° 87-1116 du 24 décembre 1987.

**Annexe 3**

| <b>Salariés détachés temporaires par une entreprise non établie en France et suspension de la réalisation de la prestation de services</b>   |  |  |
|--|--|--|
| <p>Dans les cas prévus par le code du travail où une décision de suspension de prestation de services internationale peut être notifiée :</p> <p>Lettre invitant l'employeur à présenter ses observations</p> <p>Décision de suspension temporaire de la prestation de service et notification à l'employeur</p> <p>Décision mettant fin à la suspension et notification à l'employeur</p> <p>Information sans délai du préfet, du maître d'ouvrage ou du donneur d'ordre et du responsable du chantier, s'il y a lieu</p> | <p>L1263-3<br/>L1263-4<br/>L1263-4-1</p> | <p>R1263-11-3<br/>R1263-11-4<br/>R1263-11-5<br/>R1263-11-6</p> |
| <p>Absence de paiement des sommes dues au titre d'une amende :</p> <p>Information et injonction à l'entreprise de procéder au paiement</p> <p>Interdiction de la prestation de service et autorisation de la prestation après paiement</p>   | <p>L1263-4-2</p>                         |  |

Service Eau et Nature

Pôle Nature et Biodiversité

**Arrêté préfectoral prorogeant la composition du comité consultatif  
de la réserve naturelle nationale de la dune Marchand**

---

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 332-1 à L. 332-27 et ses articles R. 332-15 à R. 332-17 ;

Vu le décret n°90-892 du 1<sup>er</sup> octobre 1990 portant création de la réserve naturelle de la dune Marchand (Nord) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, en tant que préfet de la région Nord Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2016 portant renouvellement du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle nationale de la dune Marchand ;

Considérant que le mandat des membres désignés par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2016 pour siéger au sein du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle nationale de la dune Marchand est arrivé à expiration ;

Considérant que la réserve naturelle nationale de la dune Marchand fait l'objet d'une procédure d'extension et qu'il y a lieu d'attendre la délimitation du périmètre définitif retenu pour renouveler le comité consultatif, afin qu'il soit représentatif des acteurs impliqués dans la gestion de la réserve ;

Considérant que la réserve naturelle nationale de la dune Marchand doit disposer d'un comité consultatif de gestion ;

Sur proposition du Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> – Le mandat des membres désignés par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2016 pour siéger au sein du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle nationale de la dune Marchand est prorogé jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2 – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Nord, Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord, et communiqué à l'ensemble des membres du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle nationale de la dune Marchand.

Fait à Lille, le **22 JUL, 2020**

Le Préfet

Michel LALANDE

## DELEGATION TEMPORAIRE DE SIGNATURE

Je soussigné, Philippe HOURDAIN, Président de la CCI de région Hauts de France,

- Vu l'article R.711-68 du Code du Commerce,
- Vu le Décret n°2016-473 du 14 avril 2016 portant création des CCI Locales de l'Artois, Grand Hainaut, Grand Lille et Littoral Hauts-de-France,
- Vu le Règlement intérieur, et notamment les articles 54 et 121,
- Vu la délibération approuvée lors de l'installation de l'Assemblée Générale de la CCIR Hauts de France en date du 13 décembre 2016, portant sur les pouvoirs consentis à son Président,

**Décide :**

Sur proposition du Directeur Général,

De donner délégation de signature à **Madame Anne LETOCART**, secrétaire générale des Ports de Lille pour signer l'ensemble des décisions, actes et conventions ci-après énoncés relatifs à l'activité des concessions des Ports de Lille pour la durée **du 27 juillet au 31 juillet 2020**.

### 1. Marchés publics

- Les marchés de fournitures, services ou travaux d'un montant inférieur à 25 000€HT dans le respect des procédures internes ainsi que les bons de commande attachés à un marché existant d'un montant inférieur à 25 000€HT par bon de commande dans la limite du marché auxquels ils sont rattachés
- Les marchés de fourniture, services et travaux nécessaires au traitement curatif et urgent des équipements et outillages d'exploitation portuaire d'un montant inférieur à 50 000€HT dans le respect des procédures internes ainsi que les bons de commande attachés à un marché existant d'un montant inférieur à 50 000€HT par bon de commande dans la limite du marché auxquels ils sont rattachés
- Tout envoi de DCE, avis rectificatif, avis d'attribution aux journaux d'annonces légales, sur la plateforme des achats et sur le site de la CCIR
- Toute réception de plis d'offres et d'échantillons
- Tout envoi de DCE aux entreprises candidates
- Toute communication de renseignements complémentaires relatifs à un marché en cours de consultation
- Toute lettre de consultation aux candidats admis à remettre une offre
- Procès-verbaux d'ouverture des candidatures et des offres
- Toute correspondance relative aux négociations ainsi que le PV
- Toute notification des courriers de rejet en matière de marchés publics
- Toute mise en demeure préalable à la résiliation et signature des courriers de résiliation
- Toute réponse à une demande de motivation d'un candidat évincé
- Tout acte d'exécution des marchés publics : ordres de service, PV de réception, application des pénalités, mise en demeure, résiliation, agrément de sous-traitant
- Tout courrier de déclaration sans suite
- Tout avenant sans incidence financière
- Tout rapport de présentation des marchés
- Tout courrier de renouvellement de marché
- Tout courrier de levée de caution bancaire des entreprises
- Tout document financier relatif à l'exécution d'un marché public : décompte général définitif, délivrance de la retenue de garantie...

## **2. Conventions d'occupation de domaine public**

- Les conventions d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels
- Tout avenant modificatif et/ou de renouvellement desdites conventions
- Tout acte concourant à l'exécution des droits et obligations s'y rapportant
- Tout acte relatif à la résiliation desdites conventions

## **3. Recouvrement de créances**

- Les actes visant à recouvrer une créance amiablement ou par voie judiciaire, et notamment toute production de créance dans le cadre des procédures collectives, toute action en injonction de faire et/ou de payer devant les juridictions compétentes

## **4. Actes dont découle une créance**

- Acceptation de commande sans limite de montant
- Emission de devis sans limite de montant

## **5. Engagements de dépenses**

- Les engagements d'un montant inférieur à 25 000 euros HT

Fait à Lille le 24 juillet 2020,

Le Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Philippe HOURDAIN